

## L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

## UNE COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LE CRIME

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Eldon M. Woolliams (Bow-River):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Justice. Étant donné surtout que l'étude de ses prévisions de dépenses a été ajournée, le ministre ainsi que le gouvernement seraient-ils prêts à accepter la recommandation du ministre de la Justice de la province de Québec, selon qui le seul moyen de découvrir les véritables chefs de la pègre au Canada est d'instituer une commission royale d'enquête sur le crime?

**L'hon. M. Pickersgill:** Que faites-vous de Nielsen?

**M. l'Orateur:** A l'ordre! Cette question me semble d'une nature très générale et n'est pas recevable à cette étape des débats.

**M. Woolliams:** Je serai plus précis. Le ministre est-il disposé à instituer une commission royale d'enquête sur le crime au Canada?

**L'hon. Lucien Cardin (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, le député n'ignore pas que lors de la réunion fédérale-provinciale des procureurs généraux l'automne dernier, nous avons examiné à fond la question du crime. D'ailleurs nous nous réunirons de nouveau dans le courant de l'année. Mais il importe de noter que le procureur général de la province de Québec n'a rien dit au sujet d'une commission royale lors de la dernière réunion, et, jusqu'ici, je n'y ai pas songé.

[Français]

**M. Gilles Grégoire (Lapointe):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de la Justice.

L'honorable ministre est-il prêt à prendre en considération la suggestion du ministre de la Justice du Québec, à l'effet de créer un *Interpol* canadien?

[Traduction]

**L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, lors de la conférence fédérale-provinciale, il a été décidé de constituer un comité en vue d'étudier la question de l'*Interpol*, et ce comité se réunit régulièrement.

## AIR CANADA

## WINNIPEG—LES SERVICES D'ENTRETIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse

au ministre des Transports. Peut-il tenir aujourd'hui sa promesse d'hier, et nous dire où se trouve le rapport Thompson?

**L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports):** Oui, monsieur l'Orateur. La plus grande partie de ce rapport est complétée et en voie d'être traduite. On m'a appris que la rédaction des dernières sections n'est pas encore terminée, mais on s'attend qu'elle sera prête sous peu et qu'une fois le document traduit et imprimé en entier, il sera présenté au gouvernement. On estime que c'est la meilleure méthode à suivre, étant donné le vif intérêt que semble susciter le rapport, de façon générale. Je recommanderais donc aux autres commissions de suivre cette méthode de faire traduire leurs documents au fur et à mesure.

**M. Knowles:** Une question complémentaire: le document sera-t-il déposé dès qu'il aura été présenté au gouvernement?

**L'hon. M. Pickersgill:** Bien entendu, la Commission présente son rapport au gouverneur en conseil et le gouverneur en conseil devrait, à mon avis, avoir la faculté d'user, dans une certaine mesure, de jugement et de discrétion en la matière. Mais, comme un grand nombre de gens manifestent un si vif intérêt pour ce rapport, il serait difficile, me semble-t-il, de les décevoir.

[Français]

## LES ALLOCATIONS FAMILIALES

## A PROPOS DU RELÈVEMENT PROCHAIN DU TAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Maurice Allard (Sherbrooke):** Monsieur l'Orateur, je désire poser ma question au très honorable premier ministre, relativement à sa rencontre, en fin de semaine, à Toronto, avec l'honorable premier ministre du Nouveau-Brunswick. Veut-il dire à la Chambre s'il a promis d'appuyer le gouvernement du Nouveau-Brunswick dans sa lutte contre la pauvreté, et d'augmenter prochainement les allocations familiales?

[Traduction]

## LE RÉGIME DE PENSIONS

## LES REMBOURSEMENTS AUX EMPLOYEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. A. D. Hales (Wellington-Sud):** Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre du Revenu national. Le 15 février dernier, je lui ai demandé quelles mesures il entendait prendre pour assurer des remboursements aux employeurs ayant versé plus que le maximum des cotisations requises au régime de pensions du Canada. Le ministre